

## "Europe: shocking Callaghan!" dans Le Point (8 avril 1974)

**Légende:** Le 8 avril 1974, au lendemain du Conseil des ministres réuni à Luxembourg, l'hebdomadaire français Le Point commente la demande britannique de renégociation des conditions d'adhésion au Marché commun par James Callaghan, ministre britannique des Affaires étrangères.

**Source:** Le Point. 08.04.1974. Paris. "Europe: shocking Callaghan! ", auteur:Bonjean, C.

**Copyright:** (c) Le Point

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/europe\\_shocking\\_callaghan\\_dans\\_le\\_point\\_8\\_avril\\_1974-fr-d1992f4b-d48c-4fa6-8eca-78e16c887ea5.html](http://www.cvce.eu/obj/europe_shocking_callaghan_dans_le_point_8_avril_1974-fr-d1992f4b-d48c-4fa6-8eca-78e16c887ea5.html)

**Date de dernière mise à jour:** 22/12/2016



## Europe : shocking Callaghan !

**A Luxembourg, la brutalité du Britannique James Callaghan a consterné. Conséquence : ce sont peut-être les partenaires de la Grande-Bretagne qui ne voudront plus d'elle.**

Dieu, qu'ils exaspèrent, ces travaillistes britanniques venus provoquer la Communauté européenne à Luxembourg, la semaine dernière! Sait-on seulement ce qu'ils ont dans la tête ? Mais « *s'ils veulent quitter le Marché commun, si telle est leur intention, eh bien, qu'ils partent. On ne les retiendra pas à genoux...* » Voilà ce que grommelaient hier encore Allemands, Français ou Belges. « *Plutôt perdre la Grande-Bretagne que l'Europe.* »

Ces ronchonnements, James Callaghan, ministre des Affaires étrangères, a feint de ne pas les entendre. Oreilles bouchées et tout sourire, il est reparti pour Londres, après deux journées de discussion, en clamant: « *Allons, allons, je n'ai pas été trop mal accueilli...* »

Une telle assurance, pareille ingénuité laissent pantois. James Callaghan et ses équipiers sont bien les seuls en effet à penser que « *tout va bien* ». Les autres, leurs partenaires européens, sont encore sous le choc. Et ils se remettent difficilement du coup reçu. C'est la brutalité du représentant de Harold Wilson qui a stupéfié. Ses exigences, on les connaissait. Les ambassadeurs en poste à Londres avaient envoyé des notes indicatives à leurs administrations: la politique agricole commune coûte trop cher, il faudrait la réviser; la contribution britannique au budget de la Communauté est trop élevée, il conviendrait de la réduire... Et si cela devait être nécessaire, Londres n'hésiterait pas à réclamer une modification des traités. Bref, Michel Jobert en savait assez pour rédiger sa réponse, avant même de prendre l'avion. Mais la réunion terminée, son entourage confiera: « *S'il avait pu disposer du discours britannique, il eût été autrement plus sévère.* »

Car James Callaghan ne s'embarrasse pas de formules oratoires. Dans la première minute, tout est dit : « *Nous ne resterons pas dans le Marché commun aux conditions négociées, au moment de notre adhésion, en janvier 1973.* » Cette entrée en matière consterne les anciens combattants de la cause britannique, les Belges, les Néerlandais, les Luxembourgeois. « *Un éléphant dans un magasin de porcelaine, s'exclament-ils. Une introduction sur les mérites de l'Europe eût tout arrangé. Mais, là, tout à trac, cette mise en demeure! Quel curieux diplomate que ce James Callaghan...* »

Surprenant, mais sympathique, avec ses rondeurs, le rosé de ses joues, le bleu de ses yeux et sa petite bouche d'enfant capricieux. Il a le rire facile et son rire désarme. Mais ce n'est pas la drôlerie d'une situation qui le provoque; c'est en vérité, le plus souvent, un désaccord qui le fait rire. « *La négociation* », par exemple, ce terme qui effraie ? James Callaghan s'esclaffe: « *Voilà un mot bien intéressant. D'ailleurs, je l'ai inventé.* » Rien ne serait donc sérieux, avec lui ? Les ministres qui l'écoutent se regardent du coin de l'œil, perplexes. D'un côté, il y a cette manière de moquerie, et de l'autre, cette brusquerie. Elle n'épargne même pas ses collaborateurs. Il interrompt Oliver Wright, directeur des Affaires politiques au Foreign Office, dans un exposé sur l'Europe par cette remarque: « *It's mud to me* » (pour moi c'est de la bouillie pour les chats).

Conciliants par nature, les Belges chercheront des excuses à ces façons cavalières: « *Soyons indulgents, diront-ils en privé. Il débute. Il ignore le savoir-vivre communautaire. Il se croit devant son Parlement. Au reste, n'est-ce pas à son opinion publique qu'en partie il s'est adressé. Harold Wilson, ne l'oublions pas, songe à de nouvelles élections. Elles pourraient avoir lieu à l'automne, voire en juin.* »

Mais Harold Wilson est-il seulement maître de sa politique européenne ? Et James Callaghan est-il tout à fait libre de ses mouvements ? La gauche du parti travailliste a gagné en influence. Elle tient à la bride le Premier ministre. Et l'Europe, elle l'a précisément en horreur. C'est ainsi qu'à quatre jours du Conseil du Luxembourg, elle a obtenu une réunion du « comité stratégie ». Il s'agit alors d'étudier le discours que doit prononcer le ministre des Affaires étrangères. Il y a là Peter Shore, ministre du Commerce, et Anthony Wedgwood Benn, ministre de l'Industrie. Deux « durs ». Ils examinent le brouillon de leur collègue. Trop mou à leur gré. Beaucoup trop mou. Ils corrigent le texte, et injectent cette agressivité qui choquera. James Callaghan ne se doute de rien. Il est absent. Il converse, à cette même heure, avec Henry Kissinger de passage à Londres, après sa visite à Moscou. Et quand il s'envole lundi matin pour Luxembourg, il emporte

dix feuillets qui ne sont pas tous de son écriture.

Tout de même, le représentant de Harold Wilson s'exécute. Et il y met le ton. Dix feuillets, dans ces conditions, c'est long. Et si les mots ont un sens, ils annoncent le « retrait » à plus ou moins brève échéance de la Grande-Bretagne. Tout le confirme: les procédures que celle-ci réclame; la nature des modifications qu'elle demande.

Enfin, après avoir déclaré qu'il reviendrait — en mai sans doute — avec des « *propositions détaillées* », l'orateur se tait. Silence navré. Michel Jobert, par inadvertance, laisse tomber son crayon. Ce crayon fait un bruit immense. Il faut rompre ce silence, rengager sans tarder la discussion.

L'Allemand Walter Scheel, président de séance, comprend que reporter le débat au lendemain, accorder aux participants un délai de réflexion serait catastrophique. Les partenaires de la Grande-Bretagne devraient se prononcer « *sur le fond* », donc porter des jugements définitifs et évidemment sévères.

Michel Jobert intervient. Il a eu loisir d'étudier la technique de James Callaghan. Elle ne l'a pas étonné: c'est la sienne. Un style direct, le souci d'aller au fait sans détour, du dédain pour les considérations « sentimentales », du goût pour la bagarre. Et aussi cette habileté à porter les enchères au plus haut. James Callaghan entend négocier « *à la française* » estimera un journaliste britannique. Et un quotidien londonien présentera la caricature suivante: dans un coin de la salle, James Callaghan, sanglé dans l'uniforme du général de Gaulle claironne: « *Non* ». Et dans un autre, deux petits Français chuchotent : « *Mais pour qui se prend-il ?* »

C'est justement la question que pose Michel Jobert: « *Pour qui se prend-il, Callaghan, et, à travers lui, Harold Wilson ? Suffirait-il à un pays membre de changer de gouvernement pour obtenir la révision des traités ? Aurions-nous à payer un prix supplémentaire pour le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté, après avoir payé d'un juste prix son entrée ? Autant l'avouer tout de suite, la France ne se prêtera pas à cette entreprise. Voilà en substance son épître: « En somme, de l'eau de rose », confiera avec malice Michel Jobert. Mais cela donne dans la presse britannique ce titre catégorique: « *La France isolée dans son hostilité à la Grande-Bretagne.* »*

Titre évidemment faux, mais qui donne le ton de l'excitation croissante. Il ne s'est trouvé personne à Luxembourg pour applaudir la prestation du ministre de Sa Majesté. Et naturellement personne pour l'encourager dans son initiative. « *Vous avez jeté un pavé dans la mare*, observera Walter Scheel à son intention. *Et voyez le résultat: c'est à qui proclamera son attachement à l'œuvre européenne.* »

Bref, James Callaghan a raté son opération, s'il aspirait vraiment à une position avantageuse dans la future négociation. Des susceptibilités sont froissées, des confiances ébranlées. C'est qu'on a touché avec les doigts grossiers aux ambitions de la Communauté: l'union européenne pour 1980, cela, paraît-il, intéresse peu les travaillistes. Et à la vérité, l'union politique, ils ne la souhaitent pas du tout.

Du coup, la France rebute moins. Parce qu'elle a toujours veillé au respect des traités et à la sauvegarde de « l'acquis communautaire », on saisit mieux, sans trop l'avouer, son intransigeance. Changement subtil, à peine perceptible encore. D'ailleurs dès mardi, quand il s'est agi d'établir un système de consultation avec les États-Unis, tous se retrouvent ligüés contre elle. Michel Jobert voit même son projet de conférence euro-arabe disparaître dans le tourbillon.

Pourtant, ses contradicteurs ont marqué un instant d'hésitation. Cet embarras passager n'a pas échappé à l'homme du Quai d'Orsay. Un compromis est possible. Déjà il se dessinait. Il apparaîtrait, une fois la poussière retombée. Enfin, Michel Jobert va peut-être gagner. Sortir, se dit-il, la France de l'isolement auquel l'a condamnée sa résistance aux manœuvres de Kissinger...

Sur quoi le ministre part pour Paris. Pour apprendre la mort de son ami Georges Pompidou.

C. BONJEAN

